

Journée d'Afrique 2014

« Vers une paix durable et la réconciliation en République Démocratique du Congo : le rôle de la religion, des femmes et de la société civile »

26 mai 2014, ONU, Palais des Nations, Salle XXII, Genève

La Fédération pour la Paix Universelle (UPF), le Fribourg Peace Forum et la Fédération des Femmes pour la Paix (WFWP), en partenariat avec la Diaspora congolaise en Suisse, ont organisé cette conférence pour contribuer à un règlement pacifique de la crise en RDC. Cet événement, a succédé à l'événement du 24 mai organisé par UPF Suisse à Biel/Bienne et qui représentait la **Session I : Le rôle de la jeunesse dans la promotion de la paix.**

La conférence a commencé par l'allocution d'ouverture de Heiner Handschin, directeur du bureau de l'UPF pour les relations de l'ONU à Genève, qui a lu les vœux de succès du chef de cabinet du Bureau du Directeur général de l'ONUG, M. David A. Chikvaïdze. Celui-ci exprimait la satisfaction du Directeur général par rapport à l'objectif de la conférence sur ce sujet d'actualité et son espoir « d'échange de nature prospective pour surmonter cet important défi ».

Ensuite, le professeur Adrian Holderegger, Président du Fribourg Peace Forum, coorganisateur de la conférence a souhaité à tous la bienvenue à l'ONU à Genève et a mentionné que Genève et la Suisse étaient des endroits traditionnellement connus pour la prévention des conflits et les négociations de paix. Dans un bref aperçu, il a résumé les quatre sessions : la 1^{ère} sur la paix et la stabilité dans la région des Grands Lacs, la 2^{ème} sur la contribution des femmes, en particulier des femmes de la diaspora congolaise de Suisse, la 3^{ème} sur la géopolitique de diverses origines et la 4^{ème} sur la contribution importante des représentants des religions et de la société civile. Il a rappelé que la conférence se terminerai par des recommandations destinées à différents groupes d'intérêt.



Session II : Vers une paix durable en RDC – Effets de la paix et de la stabilité dans la région des Grands Lacs



Le président de cette première session, Mark Brann, SG de la FPU Europe, a ouvert la réunion de haut niveau et le panel avec une explication de la mission de l'ONU dans la région de la RDC. Il a mentionné l'ancienne Haut-Commissaire des droits de l'homme et Présidente de l'Irlande, Mme Mary Robinson, qui a été nommée envoyée spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour la région des Grands Lacs. Dans cette fonction, elle avait initialement prévu de parler à la conférence mais n'a pas pu se libérer.

En lieu et place, une présentation enregistrée du message du représentant spécial du Secrétaire général pour la RDC et chef de la mission de stabilisation de l'ONU, Martin Kobler, a été diffusée dans laquelle il félicitait les organisateurs de cette importante conférence. Il a accentué la nécessité de la participation féminine dans la politique et l'économie à tous niveaux comme actrices qui introduisent deux aspects essentiels : la sécurité et la stabilité ainsi que l'importance de l'éducation de leurs fils et filles. Il a félicité l'introduction des quotas par le gouvernement. Il a expliqué qu'il s'engageait avec deux conseillères à combattre les violences sexuelles et l'impunité, spécialement dans les conflits armés à l'Est du pays, et à éradiquer le travail des femmes enceintes et des enfants dans les mines. Il a finalement reconnu le contact étroit de Mary Robinson avec la société civile, particulièrement avec les femmes, et a exhorté les participants à visiter la RDC pour encourager la population sur place.

Ensuite, Erika Laubacher, cheffe adjointe du personnel de l'Organisation internationale pour les migrations, a parlé du rôle de la diaspora congolaise dans la sécurisation du processus de paix en RDC. Comme une partie importante du public faisait partie de la diaspora congolaise de Suisse et d'Europe, sa présentation visait à souligner l'impact essentiel que cette diaspora pouvait exercer dans le processus de paix, mais aussi dans le développement de structures démocratiques et économiques viables. Elle a confirmé que la première condition pour la paix et le développement durable était la cessation des conflits armés dans l'Est de la RDC. Elle a encouragé les migrants qui ont bénéficié d'une éducation de haut niveau à l'étranger à retourner dans leur pays et contribuer à la prospérité de leur nation sous une forme de migration circulaire.

C'est ensuite Manda Kizabi, délégué permanent de la RDC à l'UNESCO, qui a commencé son discours en confirmant que toute la région des grands lacs était concernée par le conflit en RDC et que, malgré toutes les réunions et conférences organisées pendant les 19 dernières années, il n'y avait pas eu de résultat durable. Il a recommandé la mise en application de la centaine d'accords d'Addis Abeba portant sur le recensement, l'affectation des militaires, la lutte contre l'enrichissement des membres du gouvernement, l'ouverture des médias, etc.



Session III : Les femmes et les efforts de paix en RDC : justice et réconciliation



Modérée par Chantal Chételat Komagata, SG UPF, Suisse, cette session a commencé par la lecture du texte envoyé par Denis Mukwege, Gynécologue, Prix Nobel alternatif, et lu par Noémie Komagata, étudiante en médecine. Il y exprimait son désarroi face au demi-million de femmes déshonorées et des 6 millions de morts. Il demandait une volonté politique et le courage de la communauté internationale pour mettre fin à ces horreurs.

C'est ensuite Véronique Mbwebwe, juriste et ambassadrice de paix qui a parlé de la participation des femmes de la diaspora dans le processus de paix et de prise de décision. Aux victimes des forces armées, elle a affirmé le soutien des « enfants du Congo » vivant à l'extérieur dans la poursuite et le jugement des bourreaux. Elle a mentionné le manque de participation féminine dans les différentes négociations, les droits bafoués et l'analphabétisme et a proposé d'inviter plusieurs femmes congolaises et de porter leurs travaux auprès des structures internationales et étatiques. Elle a conclu son discours plein de verve en exhortant les femmes de la diaspora de remplir 5 conditions pour soutenir leurs sœurs en RDC.

Séverine Mukunay, enseignante à Genève, a parlé des viols de femmes comme d'un instrument de destruction de la société congolaise en empêchant la femme de transmettre les valeurs à la société. Elle a exigé du gouvernement de renforcer une justice rapide et indépendante et la communauté internationale de soutenir ce processus et de promouvoir la réintégration des victimes.



Le seul représentant masculin de la session, Emmanuel Kabengele, professeur à l'Institut de Santé Globale de l'Université de Genève a accepté de partager son raisonnement, touché par le drame de la population et appelé par une étudiante ; le même soir, il allait donner un autre discours lors d'un casting pour le poste de rapporteur spécial sur la santé comme porte étendard du continent africain sous-représenté. Il a affirmé que pour parler de paix, il fallait parler de conflit, rappelant ses deux

caractéristiques, la permanence et la continuité avec les mêmes acteurs, et qu'un mauvais diagnostic du conflit présentait des solutions inadéquates. Il a aussi fait référence à l'Histoire et s'est demandé ce qui avait changé et s'il existait vraiment un Etat en RDC. Il a affirmé que la paix ne pourrait voir le jour que si les femmes se développaient et comprenaient les faits suffisamment pour éviter d'être « embobinées dans une cacophonie spirituelle d'églises diverses qui arrangent ceux qui ont le pouvoir ». Il a aussi remis en question l'assistance internationale continue dans la durée qui enfreint le véritable développement et a insisté sur la nécessité d'établir des valeurs communes et partagées. Finalement, il a évoqué « Chance-elokopamba », la nécessité de terminer un chantier de l'histoire et de poursuivre le développement et la protection de l'environnement.

Ce discours plein de charisme a été suivi par celui de Charlotte Tocchio, représentante du Département principes et valeurs de la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge. Elle a parlé des femmes et de la jeunesse comme puissants agents de changement dans un pays qui compte une majorité de la population de moins de 20 ans. Elle a évoqué les projets ciblés de la FICR, particulièrement dans la création de plateformes éducatives, et visé la perspective que l'éducation de principes et valeurs aura un impact sur l'établissement d'une paix durable.

Pour clore la session, Carolyn Handschin, présidente WFP Europe a présenté les projets de la Fédération des femmes sur le terrain et la perspective d'établir une société de « familiarcat » comme alternative aux systèmes de patriarcat ou matriarcat.



Session IV : Perspectives géopolitiques et développements stratégiques dans la Région des Grands Lacs



Sous la modération de Delly Kazadi, cette troisième session a rassemblé des experts géopolitiques, à commencer par l'Abbé Jean-Pierre Mbelu, analyste politique venu de Belgique. Il a parlé de la politique de l'autruche et du déni d'humanité envers les hommes et femmes congolais, qui voit son apogée dans la violation des femmes. Remerciant le Prof. Kabengele de faire référence à l'histoire du Congo, il a évoqué l'assassinat de Lumumba en 1961 par les mêmes gens qui ont demandé à Mobutu de partir et ont placé Kabila à la tête du pays. Il a évoqué les nombreux rapports de la Communauté internationale et exhorté son peuple à prendre la parole. Il a exprimé son désarroi face à l'éviction des Congolais par les populations des pays voisins et précisé que le Congo, placé sous occupation et sous tutelle de l'ONU, n'était pas un Etat puisqu'il contribuait à la mort de sa population ! Il a émis deux propositions au public congolais: premièrement de créer une grande synergie pour se prendre

en charge sans compter sur la Communauté internationale et deuxièmement d'organiser une communauté panafricaine pacifique.

Ensuite, Emmanuel Dupuy, Professeur, spécialiste en géopolitique africaine, venu d'Afrique pour la conférence et reprenant l'avion le jour même, a évoqué les 4 millions de morts et la mise sous tutelle de la RDC et de l'ensemble de la région, faisant le parallèle avec les événements qui se passent en Centr'Afrique, d'une pseudo démocratie qui repose sur le plus puissant, sans prendre en compte les minorités. Il a évoqué la multiplication des ONG's, des plus efficaces aux plus inutiles, et la nécessité de répondre aux effets climatiques et catastrophes naturelles, autres facteurs importants de conflit. Il a finalement parlé des rapports de l'ONU qui ont pointé la responsabilité du Burundi et du Rwanda et des difficultés d'atteindre une intégration régionale pour avoir négligé d'impliquer suffisamment les acteurs régionaux comme par exemple dans le domaine sanitaire.

Après cette présentation ciblée, Benjamin Schwalb, de l'institut de sociologie de l'Université de Bâle, qui étudie depuis 4 ans la question de la violence des groupes armés, a formulé les questions fondamentales : pourquoi ces groupes s'attaquent-ils à des civils inoffensifs et sous quelles conditions seraient-ils disposés à abandonner la violence ? Il a mis en évidence que ce n'était pas la famine mais bien la décision d'un groupe qui causait un conflit. A l'Est du Congo, les quelques 50 groupes armés seraient répartis en 3 catégories distinctes (rebelles étrangers, milices et groupes d'hommes servant un homme fort) mais par différentes motivations. Tous auraient en commun leur petite taille (100-500 hommes), leur stratégie de non expansion, le soutien d'un membre de l'élite politique ou militaire et les conditions précaires des combattants. Il a mis en évidence que la diminution de la violence dans les derniers siècles était non seulement due aux nouvelles idées mais aussi à l'augmentation de la puissance des Etats et des relations économiques. Il a exprimé sa crainte que dans un pays en guerre depuis près de 20 ans, avec tant d'armes disséminées et de personnes habituées à la guerre, ce n'est pas un appel moral qui pourra stopper la violence, mais bien la contre-violence et la pratique de la vie communautaire.

Pour terminer la session, Jacques Marion, président d'UPF France, a parlé de la contribution d'UPF en Afrique. Il a vécu près de 9 ans au Congo, jusqu'à la fin de 1997 et en a gardé de très profondes expériences. Il a précisé que la FPU Congo s'engageait dans l'information et l'enseignement des valeurs ainsi que l'organisation des conférences pour résoudre les conflits et accomplir les objectifs du millénaire, particulièrement dans les domaines de l'autonomisation des femmes et de l'égalité des sexes.



Session V : La contribution spécifique de la société civile, en particulier des organisations confessionnelles, pour la paix et la réconciliation en RDC



Carolyn Handschin, Présidente FFPM Europe, a introduit le sujet de la quatrième session en mettant l'accent sur le rôle des organisations confessionnelles en RDC.

Roger Puati, Théologien, de Lausanne, a tout d'abord parlé de Simon Kimbangu comme d'un homme spirituel qui, en 1910, a reçu un appel de Dieu mais l'ignora par peur du régime colonial dur et au 2^{ème} appel en 1921, voulant préparer le peuple pour la libération, mais se fit enfermer 30 ans (plus que Mandela) puis prêcha le kimuntu, le principe de l'humanité et de l'importance de travailler pour se libérer. Le pasteur a ensuite évoqué que la nature des rapports et la gestion des conflits a été teintée de violence, comme pour l'accession au pouvoir, bafouant ainsi le principe de kimuntu. Il a affirmé que la paix devait nécessairement être restaurée dans le cœur avant d'être établie à l'extérieur et qu'il fallait sauvegarder des valeurs spirituelles retrouvées dans l'africanité.

Dans une note pratique, José Elonga Bosekota, président de la fondation du même nom, a préconisé l'encadrement des jeunes afin qu'ils reçoivent une éducation qui leur permettent d'avoir un impact positif dans la société. Parmi ses recommandations, il a demandé que l'école primaire soit gratuite, que des centres d'apprentissage soient créés et que les jeunes qui en sortent accèdent à un travail. Il a aussi exigé la réhabilitation rapide des enfants soldats afin qu'ils suivent aussi le cursus scolaire.

Comme dernière intervenante, Chantal Chételat Komagata, Secrétaire générale d'UPF Suisse, reprenant un point de vue plus global, a fait le parallèle entre la situation de conflit en RDC et d'autres endroits du monde, invoquant un manque flagrant de maturité de l'humanité à tous les niveaux. Conformément à l'aspiration du fondateur d'UPF, Sun Myung Moon, elle a mis l'accent sur la nécessité de fonctionner selon les principes universels issus des grandes fois mondiales qu'elle a résumés en 4 points. Elle a indiqué que seulement si les organisations sur le terrain vivaient selon ces principes, coopéraient entre elles et travaillaient la main dans la main avec les population locales, un impact vers la paix durable pourrait avoir lieu en RDC, dans la région des Grands Lacs, en Afrique et dans le monde.



Enchaînant directement, les « Recommandations de Genève sur la paix en RDC » ont été proposées par 3 intervenants dont l'interprète-traducteur de toutes les interventions de la journée, Johnson Belangenyi, soutenus par Emmanuel Dupuy. Ces recommandations avaient été préparées sur la base des différents discours obtenus à l'avance. Elles représentaient une liste de propositions à présenter à différentes instances dont l'ONU, le gouvernement congolais ainsi que la diaspora. Les intervenants ont exhorté les participants à travailler sur la base de cette liste et d'y ajouter leur contribution pour que la conférence n'en soit pas seulement une de plus, mais représente un pas de plus et le début d'un chemin substantiel vers la paix en RDC, impliquant en particulier la diaspora privilégiée de Suisse et d'Europe.



La conférence a intéressé un public d'une centaine de personnes et a été suivie par le canal de télévision NAS4. La situation en RDC étant extrêmement complexe, une partie du public a exprimé une certaine frustration et du ressentiment par rapport à la communauté internationale et au gouvernement congolais. Les organisateurs ont compris ces points de vue et ont exhorté les personnes concernées de continuer de contribuer en tant que diaspora forte à finaliser les recommandations et participer à leur mise en œuvre.

Des extraits sont visibles sous <http://www.scoop.it/journeefriquesuisse>
<http://www.nas4tv.com/diversite.html>.



Chantal Chételat Komagata, secrétaire générale d'UPF, Suisse, 2.6.2014